

Les Français ne doutent pas de leur identité

Dossier p 6 à 17



3^e Forum régional de l'âge

ALLONGEMENT DE LA VIE, UN ENJEU MAJEUR : COMMENT VIVE ET HABITER ENSEMBLE EN VILLE?

**Penser le logement et la place
des aînés et personnes
handicapées dans les quartiers
et dans les villes quand
la vie s'allonge**

En présence de **Charlotte Brun,**
Nathalie Perrin et Razzy Hammadi
Secrétaires nationaux du Parti socialiste

**Samedi 21 novembre 2009
9h - 16h**

À BOURGOIN JALLIEU
ESPACE GRENETTE (PLACE DES HALLES)
RUE DE LA LIBERTÉ



Inscription 5 euros
Parti socialiste - Fédération de l'Isère
46, rue Mallifaud
38000 Grenoble

agenda du parti

TOUR DE FRANCE DU PROJET

Mercredi 25 novembre
à La Seyne-sur-Mer (Var)

Mercredi 2 décembre
à Rennes (Ille-et-Vilaine)

LA VILLE DE SAINT JEAN DE LA RUELLÉ (Loiret) 17 000 habitants

Recrute

UN(E) CHARGE(E) DE LA COMMUNICATION ET DE LA CITOYENNETÉ

MISSIONS :

Sous l'autorité de la directrice de cabinet, vous aurez pour missions :

- Organiser et mettre en œuvre la politique de communication externe et interne,
- Diffuser l'information et valoriser l'action municipale,
- Assurer la rédaction et le suivi de l'élaboration du journal municipal et des supports de communication,
- Assurer les relations avec la presse,
- Assurer le suivi et l'animation des structures consultatives,
- Mise à jour du site internet,
- Encadrer les agents du service et suivre le budget.

PROFIL :

- Maîtrise des techniques de communication et des nouvelles technologies,
- Qualités rédactionnelle et relationnelle,
- Connaissance du fonctionnement des collectivités locales,
- Autonomie, rigueur, sens de l'organisation et disponibilité,
- Formation journalistique ou communication.

CONDITIONS DE TRAVAIL :

- Grande disponibilité, et participation au dispositif d'astreintes des cadres.

Poste à pourvoir rapidement.

Les candidatures manuscrites accompagnées d'un CV doivent être adressées avant le 31 décembre 2009 à Monsieur le Conseiller Général - Maire de Saint Jean de la Ruelle - Hôtel de Ville - 71 rue Charles Beauhaire - 45140 Saint Jean de la Ruelle.

**Renseignements auprès de Madame Nathalie
BRUANT, directrice de Cabinet**
au 02 38 79 33 10.

L'hebdo des socialistes • 10, rue de Solfério 75333 Paris Cedex 07 • Tél. : 01 45 56 78 61 • Fax : 01 45 56 76 83

(Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 01 45 56 ou écrire à : redaction@parti-socialiste.fr) DIRECTRICE DE LA PUBLICATION : Laurence Girard

- DIRECTEUR DE LA RÉDACTION : Benoît Hamon • RÉDACTRICE EN CHEF : Ariane Gil (78.61) • RÉDACTION : Bruno Tranchant (77.33), Damien Ranger (76.37), Ariane Vincent (76.20), Fanny Costes (76.32) • SECRÉTAIRE DE RÉDACTION : Stéphanie Platat (76.27) • MAQUETTE : Florence Rousselot (79.44) et Florent Chagnon (77.16)
- PHOTO : Philippe Grangeaud (76.00) • SECRÉTARIAT : Odile Fée (78.61) • COMPTABILITÉ : Michèle Boucher (79.04) • ABONNEMENT : Sabine Sebah (78.57)
- FLASHAGE ET IMPRESSION : PGE (94) Saint-Mandé • ROUTAGE : Inter Routage - 93300 Aubervilliers. N° commission paritaire : 0109 P 11 223)
- ISSN : 12786772 "L'hebdo des socialistes" est édité par Solfé Communications. Ce numéro a été tiré à 205 000 exemplaires. Photo de Une : AFP Photos

La France qu'on aime



Alain Bergounioux

Président de l'OURS et
Directeur de la Revue Socialiste

Peu de Français sont dupes des arrières pensées électoralistes, à la veille des élections régionales, du débat lancé par Nicolas Sarkozy sur « l'identité nationale ». Rien ne justifie cette date. La France a des problèmes, largement d'ailleurs accusés par la politique de la droite, mais elle ne connaît pas aujourd'hui de crise nationale aigue, comme ce fut le cas dans le passé. En même temps, même si cela n'est pas une préoccupation dans la vie quotidienne, la question de savoir ce que devient la France à l'âge de la mondialisation intéresse. Ne nous laissons donc pas imposer les termes des débats par la droite, dont l'objectif est d'apparaître comme « propriétaire » de l'idée nationale à l'exclusion des autres forces politiques qui n'aimeraient pas la France comme il le faudrait.

Nous devons donc rappeler avec force quelques évidences simples. Il n'y a pas de plus mauvaise manière de poser la question de la France que sous l'intitulé d'une « identité nationale », lié volontairement au thème de l'immigration, du fait même du douteux ministère qui organise ces débats. Le risque pris sciemment est d'attiser les inquiétudes et de figer une représentation de la nation pour faire durablement de l'immigré un bouc émissaire. Il faut refuser de poser le débat en de tels termes. Car, il s'agit d'une escroquerie intellectuelle et d'une mauvaise action politique. Être français, en effet, c'est unir indissolublement trois dimensions, celle de la reconnaissance juridique bien sûr, qui nous amène à définir notre propre politique de l'immigration, celle du sentiment national, qui nous conduit à souligner les valeurs qui sont communes aujourd'hui, et, comment les faire vivre concrètement, celle de la citoyenneté républicaine avec ses droits et ses devoirs. L'action socialiste, depuis la fin du XIX^e siècle, est de ne jamais avoir séparé ces trois composantes, même si elles ne sont pas toujours développées d'un mouvement égal.

C'est cela qui doit être redit, non pas pour avoir un débat seulement rétrospectif, mais pour définir un projet national qui puisse être un facteur de progrès dans l'Europe et le monde d'aujourd'hui. Et puisque Jean Jaurès sera inévitablement encore une fois détourné par les plumes de Sarkozy, rappelons-nous (et rappelons à la droite), ce qu'il écrivait, dans l'Armée Nouvelle, en 1910 : « Le socialisme sert de la patrie elle-même pour la transformer et pour l'agrandir ».

■ sommaire

Actualité

Territoires en danger p.5

Dossier : Identité de la France

Le mauvais débat p.6 à 17

Régionales

Focus sur les régions Midi-Pyrénées,

Picardie, Guadeloupe p.18 à 29

Vie du Parti p.30 à 33

Le MJS en résistance

Histoire

Les femmes chez les socialistes p.34 à 35

LE CHIFFRE

15

Les crédits pour l'accès à la culture, aux actions de proximité, à la démocratisation de la culture des publics défavorisés vont subir une baisse de 10 millions d'euros, soit -15%. « C'est la poursuite d'un scandaleux désengagement commencé depuis plusieurs années, alors que le président de la République proclame qu'il veut lutter contre les inégalités d'accès », condamne le PS.

Santé

Hôpitaux dégradés

La réforme des hôpitaux publics lancée par Roselyne Bachelot provoque chaque jour un peu plus d'exaspération et d'inquiétudes de la part des personnels de santé. À l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), le président de la commission médicale d'établissement, Pierre Coriat, a menacé, le 15 novembre, de démissionner si le projet de suppression de 1 150 postes pour 2010 n'était pas revu à la baisse, alors qu'un plan de 700 suppressions est déjà en cours. Une telle restructuration, guidée par des objectifs financiers, ne fera que diminuer la qualité des soins et dégrader les conditions de travail des médecins et infirmiers, selon lui.

Environnement

Un budget minimum

À quelques jours de l'ouverture du sommet sur le climat de Copenhague, les choix budgétaires opérés par le gouvernement en matière d'environnement et de développement

durable sont décevants. « Les crédits votés à hauteur d'un peu plus de dix milliards d'euros représentent une augmentation de moins de 1 % par rapport à l'année précédente ! Avec un budget aussi peu ambitieux, (...) la rupture tant promise par le chef de l'État n'existe pas en matière de politique environnementale », estime le PS.

Institutions

L'UMP s'attaque aux autorités indépendantes

Moins 650 000 euros pour la Halde, moins 1,414 million pour le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), ou encore moins 308 000 euros pour la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) : plusieurs amendements du projet de loi de finances 2010 visent à réduire les moyens d'actions d'autorités pourtant indispensables à la bonne marche de la démocratie française. Pour le PS, « il s'agit ni plus ni moins de faire taire ces autorités indépendantes qui dérangent et critiquent le gouvernement ».

Médias

Revenir au pluralisme

Le 17 novembre, les sénateurs socialistes, par la voix de David Assouline, ont déposé une proposition de loi d'initiative parlementaire « visant à réguler la concentration dans le secteur des médias ». Les députés devaient faire de même le 19 novembre. L'objectif étant que les grands groupes, tels que Bouygues, Dassault ou Lagardère, qui bénéficient de commandes de l'État, ne puissent détenir majoritairement des journaux ou des télévisions.

« Ce n'est pas possible que les plus grands groupes de médias qui influent, voire façonnent l'opinion aient ce lien incestueux avec des entreprises qui dépendent de la commande publique. On doit garantir la liberté, le pluralisme et l'indépendance des médias », a souligné David Assouline, dans le quotidien *Libération*.




**Page réalisée
par Fanny Costes**



L'image de la semaine Territoires en danger

À l'occasion du congrès de l'association des maires de France (AMF), de nombreux élus socialistes se sont une nouvelle fois mobilisés, le 17 novembre, pour faire entendre leur voix contre la « réforme territoriale » de l'État. Plusieurs d'entre eux, postés devant l'entrée du congrès, Porte de Versailles à Paris, ont distribué des autocollants « Territoires en danger » à tous les arrivants, leur demandant de les coller sur leurs vêtements pour signifier leur désaccord, lors du discours prononcé par le Premier ministre François Fillon, une heure plus tard. Martine Aubry, Laurent Fabius, Elisabeth Guigou, Arnaud Montebourg et Jean-Paul Huchon étaient notamment présents. Symbolique, cette action ne sera pas la dernière des élus socialistes. Laurent Fabius et Elisabeth Guigou l'ont répété lors d'une conférence de presse, le 16 novembre : « Les travaux du Sénat commenceront en fin de semaine. Les élus locaux ont pris de nombreuses initiatives pour exprimer à la population les menaces qui pèsent sur eux. Si le gouvernement ne veut rien entendre, il y aura une montée en gamme avec une série de possibilités pour contrer les mauvais coups ».

Les Français ne doutent pas de leur identité

A photograph of the Marianne statue on a column, with a hand pointing towards the text on the right.

En reprenant le thème de l'identité nationale à moins de six mois des élections régionales, Nicolas Sarkozy espère masquer le cuisant échec de sa politique, notamment en matière économique et sociale. Il escompte également une radicalisation de son électorat ; et si, en instrumentalisant ainsi le débat public, il peut récupérer quelques voix à la droite extrême, il sera satisfait. Ce « débat » qu'il prétend engager a donc un double but : électoraliste et de diversion. En réalité les Français ne doutent pas de leur identité, ils restent attachés aux notions de République, de laïcité, d'universalisme et au principe d'égalité. Toutes choses qui ont forgé l'identité de la France et qui se trouvent gravement menacées en Sarkozye.



Sommaire

Débat

Comment poser la question
de l'identité nationale?

Avec Laurent Bouvet, Jean-Pierre Azéma
et Nicolas Offenstadt.

p. 8 à 14

■
7

Repères

L'histoire de l'identité de la France.

p.8 à 14

Actualités

Les turpitudes de la droite.

p.16 à 17

« La manipulation identitaire, à des fins politiques, n'est jamais de bon augure »

Dans une table-ronde animée par Alain Bergounioux, président de l'OURS (Office universitaire de recherche socialiste), **Jean-Pierre Azéma**, professeur émérite des universités et à l'Institut d'études politiques de Paris, **Laurent Bouvet**, professeur de Science politique à l'Université de Nice Sophia-Antipolis et à Sciences-Po Paris et **Nicolas Offenstadt**, universitaire et auteur de *L'histoire Bling-Bling, Le retour du roman national* (Paris, Stock, 2009), se livrent à une analyse sans concession du thème de l'identité nationale.



Que pensez-vous de la manière dont Nicolas Sarkozy pose aujourd'hui le débat sur « l'identité nationale » ? Faut-il en accepter les termes ? Que nous apprend l'histoire de notre pays ?

Laurent Bouvet : La manière de poser le débat est typiquement sarkozyste. Tant sur la forme, il est lancé à quelques mois des régionales pour faire diversion et séduire un électorat supposément nationaliste, que sur le fond. L'utilisation du terme d'« identité nationale », très clivant dans l'Histoire et l'espace politique français, vise à démontrer combien le président en exercice est en rupture avec ses prédécesseurs qui ont tous été

les garants de cette histoire et de cet espace.

Il nous faut insister sur le décalage entre la parole présidentielle de Nicolas Sarkozy qui n'a que « l'identité nationale » à la bouche, et la réalité de sa pratique du pouvoir. Il enterre en effet, chaque jour des pans entiers de ce qui peut légitimement être considéré comme une identité politique et sociale commune, celle de la République : laïcité, universalisme, humanisme, droits et libertés, principe d'égalité... Il faut accepter, ensuite, ce débat comme un combat politique. L'enjeu est en effet d'importance. Certainement pas dans les formes et les termes proposés par le gouvernement, mais

REPÈRES

en collaboration avec les historiens
Jean-Pierre Azéma et Philippe Darriulat

Quand les notions de patriotisme et de nationalisme émergent-elles dans la société française du XIX^e siècle ?

La notion de patriotisme est intimement liée à la Révolution française. L'article 3 de la Déclaration des droits de l'homme affirme que « le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation », expression de la volonté générale. « Et la nation France a tenu à aider à l'émancipation des peuples opprimés en Europe, vocation universaliste spécifique de ce que les historiens nomment « le nationalisme de gauche », note l'historien Jean-Pierre Azéma. Ce sentiment se radicalise au fil du temps. Il s'affirme dans la première partie du XIX^e siècle. Tout patriote est alors assimilé à un républicain, dans un contexte marqué par l'affirmation de la monarchie censitaire. « L'idée prévaut également sous le Second Empire où l'attachement aux idéaux révolutionnaires et à la dimension républicaine est viscéralement lié au principe de patriotisme », constate l'universitaire Philippe Darriulat.

Existe-t-il un patriotisme de gauche par opposition à un nationalisme de droite ?

Cela n'apparaît pas dans la pensée du XIX^e siècle. Être patriote est une caractéristique essentielle des hommes de gauche. Laquelle s'identifie au patriotisme, avec parfois des accents bellicistes et colonialistes au moment

en mobilisant les citoyens sur le sujet. Entrer dans la réflexion sur le projet de société que proposera le PS en 2012 par le truchement d'un questionnement sur l'identité et ses multiples implications ne peut pas faire de mal à la gauche. Ce pourrait être une manière de renouveler l'exercice de l'élaboration du projet qui s'est beaucoup fait, ces dernières années, à partir du simple alignement d'une série de mesures de politique économique. Sur ce que nous apprend l'Histoire, je laisserai les historiens répondre en détail. Il me semble, simplement, que la principale leçon en la matière est que l'on doit être prudent quand on manipule des matières aussi instables.

Jean-Pierre Azéma : Personne ne doute que l'opération très médiatisée du « débat » sur les « valeurs de l'identité nationale » se terminera à la gloire de Nicolas Sarkozy, en février 2010. La mise en avant de cette « identité » n'est pas nouvelle pour lui. Elle

“ **L'homme n'appartient ni à sa langue, ni à sa race : il n'appartient qu'à lui-même, car c'est un être libre, c'est un être moral (...). Au-dessus de la langue, de la race, des frontières naturelles, de la géographie, nous plaçons le consensus des populations, quels que soient leur langue, leur race, leur culte.** ”

Ernest Renan, Préface aux discours et conférences (1887). In *Qu'est-ce qu'une nation et autres essais politiques*.

“ Tous les Français ambitionnent pour la France un grand rôle dans le monde. Ce n'est point par des aventures guerrières qu'elle le trouvera, c'est en donnant au peuple l'exemple et le signal de la justice

Jean Jaurès, L'idéal de justice, *La Dépêche*, 3 novembre 1889.

10

était affirmée dans sa campagne présidentielle et dans la feuille de route reçue par François Fillon, le 31 mars. Elle vient d'être rappelée à Poligny. L'offensive vise à récupérer le vote paysan : comme dans le message de Pétain du 20 juin 1940, « la terre, elle, ne ment pas ». Et à court-circuiter le FN, avant les élections régionales : les « premières propositions d'actions soumises au débat », le « guide pour la conduite des débats locaux » reçu par les préfets, sont ciblés sur « les ressortissants étrangers souhaitant entrer et séjourner sur notre territoire ». Ajoutons qu'en vue des présidentielles, l'éloge de la diversité tend à rallier les faveurs des « musulmans », « beurs » ou non, et celles des Noirs. Tout cela, c'est l'évidence. Mais, ne sous-estimons pas l'adversaire : le texte évite une marque trop droitière, met « en garde contre la résurgence de certains communautarismes », entend « réaffirmer les valeurs républicaines et la fierté d'être Français ».

Nicolas Offenstadt : « L'identité nationale » n'a rien d'une notion naturelle. Elle n'existe pas en soi. Il n'y a pas de définition qui s'impose. Chacun peut la composer selon ses sentiments, ses objets ou ses objectifs. Autrement dit, considérer qu'elle existe de

toute éternité et qu'il suffit aujourd'hui d'en redéfinir les contours pour notre temps est une position idéologique, celle d'un retour au National, dans sa version étroite, limitative, puisqu'il faut composer une liste de ce qui serait la bonne identité.

Comment définiriez-vous le sentiment national ? Vous paraît-il en crise comme on le prétend souvent ?



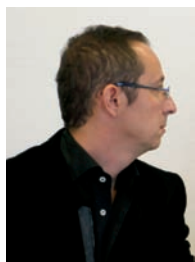
L.B. : Il n'y a, à mon sens, pas plus de sentiment national que de « crise » de celui-ci. Il y a beaucoup de sentiments, et de ressentiments, vis-à-vis de la nation, de la France. Et la crise, en la matière, peut s'apparenter à une situation constante. Comme si les peuples avaient toujours le sentiment que « ça allait

“ Pour moi, il y a deux façons de concevoir l'identité. Celle de l'identité du sang, de la race et l'autre de la raison et de l'intelligence. [...] C'est une bonne occasion de dire que la France c'est la Révolution française, c'est une certaine conception de la République qui fait preuve d'ouverture, de solidarité et de fraternité.

Michel Onfray, *Le Nouvel Observateur*, 29 octobre 2009.

mieux avant », qu'il y avait plus d'adhésion à la nation, comme s'il y avait eu un âge d'or de l'appartenance nationale. Si tel est le cas, alors cet âge d'or a aussi été celui du nationalisme.

Aujourd'hui, la nation, comme bien d'autres identités collectives, apparaît comme un refuge face à l'illisibilité du monde et des mutations profondes qui s'y déroulent. Cela crée-t-il un sentiment commun, au-delà d'une crainte diffuse et générale sur l'avenir ? Je n'en suis pas sûr. Jouer d'un tel « sentiment » pour s'assurer du pouvoir peut conduire à des résultats catastrophiques. Le XX^e siècle l'a tragiquement démontré. La manipulation identitaire, à des fins politiques, n'est jamais de bon augure.



N.O : Le sentiment national, comme l'identité, est quelque chose de très flou. Il n'existe pas à l'état pur. Toutes les identités sont des bricolages. Chaque individu, selon le groupe auquel il se rattache, sa région,

ses engagements, ses croyances, définit son rapport au monde en « bricolant » ce qui lui semble essentiel. Par exemple, certains, dans le sentiment national, donneront une place considérable aux identités régionales ; d'autres, au contraire, à tout ce qui est central et national. Rien ne va de soi en ces matières.

Les socialistes, depuis le XIX^e siècle, sont convaincus que le sentiment national est indissociable de la République, de ses valeurs

de la conquête de l'Algérie, sous la Monarchie de Juillet de 1830.

« Ce patriotisme de gauche s'oppose à une forme de libéralisme taxée de soumettre les intérêts de la France à ceux de l'Angleterre », analyse Philippe Darriulat. La notion de nationalisme n'apparaît qu'à la fin du siècle, sous l'impulsion de l'extrême droite, dans la ligne du boulangisme et de l'affaire Dreyfus. Il se traduit par le ralliement de toutes les droites à un projet autoritaire excluant toutes différences. Il est donc clairement antisémite et puise son inspiration dans la « terre » et le « sang », chers à Maurice Barrès. « Ce nationalisme vise à exclure et non à rassembler, autour d'un contrat social, comme l'entendait la tradition des Lumières », ajoute Philippe Darriulat. Difficile, donc, d'opposer patriotisme de gauche et nationalisme de droite, d'autant que les deux termes ne sont pas contemporains.

La défaite de l'armée française contre l'Allemagne en 1870, a-t-elle contribué à renforcer le sentiment de nationalisme dans l'Hexagone ?

Cette question en appelle une autre : comment l'idée du sentiment national est-elle née ? « Celui-ci n'a jamais rien de spontané, prévient Philippe Darriulat. C'est une création politique.

“**Étranger à tout formalisme confessionnel comme à toute solidarité prétendument raciale, je me suis senti, durant ma vie entière, avant tout et très simplement français. Attaché à mon pays par une tradition familiale, déjà longue, nourri de son héritage spirituel et de son histoire, incapable, en vérité, d'en concevoir une autre où je puisse respirer à l'aise, je l'ai beaucoup aimée et servie de toutes mes forces.**”

Marc Bloch, Testament, 18 mars 1941.

et de ses acquis, en termes de droits, de libertés, de protection sociale. Comment définir cette alliance ? Comment la perpétuer et l'approfondir ?



J.-P.A. : Les socialistes ne sauraient cautionner un débat biaisé qui confond l'identité nationale avec l'identité de la France. La priorité exclusive accordée à la nation ne suffit pas à fonder le lien social et politique

nécessaire. Celui qui avait prévalu pour asseoir, dans les années 1880, les fondements de la France républicaine. Ajoutons que si Sarkozy a déclaré « l'identité natio-

nale, c'est l'identité républicaine », l'intitulé de son « ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire », et encore plus ses pratiques inspirées par le FN, n'ont rien à voir avec notre conception de la démocratie républicaine. C'est donc pour de bonnes raisons que le Bureau national refuse toute caution, sans pour autant rester silencieux. Pour le reste, l'histoire nous rappelle que l'affaire n'est pas simple. Si joindre le terme « identité » à « national » ne s'est fait qu'au début des années 1980, la nation a été un élément de la culture socialiste, toujours constitutif mais conflictuel au long du XIX^e siècle, des nations et des nationalités, et encore plus dans la première moitié du XX^e, avec la montée aux extrêmes des nationalismes.

L.B. : Le seul constat politologique qui me semble possible est celui de la division profonde et parfois schizophrène, à gauche et au PS, entre une vision que l'on pourrait qualifier d'élégiaque de la République, celle d'un modèle idéal perdu qu'il faut tout faire pour défendre, voire de le restituer, et une vision déconstructionniste de la République dans la République et la France d'avant, qui pointe l'ère de la domination machiste, hétérosexuelle, coloniale, familialiste, scolaire..., alors que nous serions désormais dans le temps de l'émancipation généralisée, celle qui passe notamment par une demande continue de droits individuels et de « liberté culturelle ».

Tant que le PS n'aura pas réussi à formuler une position claire, en interrogeant ces

deux « logiques » antagonistes pour les dépasser finalement dans un projet contemporain et constructif, il pourra difficilement proposer autre chose qu'une série de mesures techniques sur tel ou tel aspect des politiques publiques. Ce qu'il nous faut retrouver, c'est le sens de l'identité socialiste, l'unité narrative d'un projet susceptible de rassembler des citoyens et non des morceaux d'électorats préconstitués.

N.O : Les identités républicaines et démocratiques posent aujourd'hui autant de questions que la pseudo identité nationale. Si l'on souhaitait vraiment discuter des identités, il n'y a aucune raison de privilégier le « national », sauf pour des raisons militantes ou idéologiques. Pourquoi ne pas envisager un débat sur les identités républicaines ? Le pluriel en matière d'identités s'impose tou-

Depuis Ernst Gellner, tous les historiens s'accordent à penser que ce ne sont pas les nations qui font les nationalistes, mais les nationalistes qui font les nations ». L'identité nationale est donc une création politique qui ne repose ni sur l'Histoire, ni sur le passé.

Après 1870, les Français n'ont pas souhaité entrer en guerre contre l'Allemagne pour se venger, en créant un sentiment national. En revanche, tous les spécialistes estiment qu'au lendemain du conflit franco-prussien, un nationalisme d'État s'est développé, renforcé par la République, à partir d'un projet commun et partagé. Il s'est forgé autour de l'éducation, des pratiques sportives et de l'achèvement de l'unification linguistique. La défaite a servi de prétexte à l'élaboration d'un mythe politique, sans le moindre fondement. Autrement dit, il a été créé de toutes pièces. Cette instrumentalisation a été menée par l'État.

Difficile de ne pas citer Renan et sa célèbre conférence de 1882 : « Qu'est-ce qu'une Nation ? » Après avoir rejeté tout amalgame avec la race et la religion, il décrit la nation comme un « plébiscite permanent ». « Les gouvernants du début des années 1880 enracinèrent le désir de « vivre ensemble » par les lois républicaines de la liberté de la presse, de la liberté de réunion, de l'exercice du droit

Le « nationalisme » d'aujourd'hui n'a rien, absolument rien de ce sens primitif et révolutionnaire. Il n'évoque pas l'idée politique des droits de la nation, mais l'idée ethnographique de « nationalité », qui peut s'énoncer ainsi : Nous sommes la nationalité française : affirmons et resserrons les liens qui nous unissent. Soyons Français, la France avant tout !

Ferdinand Buisson, *Pourquoi nous sommes patriotes et ne sommes pas nationalistes*, conférence prononcée à Saint-Germain-en-Laye, le 14 janvier 1900.

jours. On voit bien ici que la connotation serait autre, plus ouverte, moins exclusive.

Dans une France engagée dans la construction européenne, ouverte au monde, avec une population de plus en plus diversifiée, comment est-il possible de penser la diversité des appartenances et des expériences qui font une société ?

J.-P.A : Il n'existe pas de réponse miracle aux questions posées. La mise en cause de la démocratie libérale et républicaine n'est sans doute plus en jeu, ni même la chasse à « l'ennemi intérieur », quand bien même le président ne s'était pas privé de stigmatiser les soixante-huitards. Mais, au nom de l'identité nationale, il joue avec le feu en agitant le drapeau de l'insécurité amalgamée à la main de l'étranger, de l'immigrant, en multipliant au passage des mesures répressives au mépris des libertés républicaines. Sarkozy est dangereux.

Il appartient donc aux socialistes d'affirmer que l'identité n'est pas une notion « essentialiste », fixée ou à redéfinir une fois pour toutes, ce qui mène inévitablement à l'exclusion de ceux qui ne rentrent pas dans le moule. Jaurès, dans son remarquable chapitre X de L'armée nouvelle, soulignait que « la patrie [il utilise presque indifféremment les

termes de patrie et de nation] ce n'est pas un absolu, elle n'est pas le but [...] Le but c'est l'affranchissement de tous les individus humains ». Il convenait, toutefois, que « la démocratie et la nation restent les conditions essentielles, fondamentales, de toute création ultérieure et supérieure ». En n'hésitant pas à reconnaître que le nationalisme ouvert a pu servir d'alibi dans les politiques répressives menées, notamment dans les colonies, nous devons approfondir un patrimoine commun de droits et de libertés. Et mettre en avant une politique de la diversité qui ne soit pas le rouleau compresseur de l'assimilation.

L.B : La diversité culturelle et sociale est une réalité propre à toute société complexe. Elle est aussi un atout démographique dans un monde ouvert et interdépendant comme le nôtre. Elle ne saurait cependant être érigée en objectif politique ou en principe directeur de l'action publique. Lorsque c'est le cas, elle est vite réduite à quelques segments de la société française et dans les politiques caricaturales de représentation de la diversité dans les institutions ou les médias par exemple, à partir, notamment, de l'utilisation de catégories aussi discutables que celle de « minorités visibles ».

N.O : Il faut abandonner les a priori visant à faire triompher une « identité » sur une autre. Et réfléchir aux manières de conjuguer des appartenances multiples, parfois perçues comme lointaines. En se centrant sur le National, le débat gouvernemental est exclusif et décalé au regard des hori-

“ Notre patrie ne nous est chère qu'à condition de ne pas devoir lui sacrifier la vérité ”
 Germaine Tilion, La cause de la vérité, 1941.

“
Est-ce qu'il s'agit d'opposer deux France, celle du terroir et celle de l'immigration ?

La question qui se pose à notre pays est aujourd'hui de savoir comment intégrer des populations variées. Mais en centrant la thématique sur les seuls immigrés, le ministre prend le risque de radicaliser le débat

Michel Wieviorka, 2 novembre 2009.

zons des Français dont la vie s'inscrit désormais dans un monde connecté à l'ensemble des continents.

De même, il est étriqué de vouloir un musée d'histoire focalisé sur l'histoire de « France ». Identités nationales, européennes, républicaines, ou bien encore communautaires, n'ont pas à être pensées séparément, mais selon les groupes et les individus, au gré des enjeux. Il faut donc refuser les termes du débat à la Besson, où tout est construit par la définition même du sujet. Quand on cherche l'identité nationale comme un objet existant, on peut être sûr de trouver celle que l'on souhaite.

**Propos recueillis
par Bruno Tranchant**

Pour approfondir la réflexion : Vincent Duclert, La France une identité démocratique, les textes fondateurs, Le Seuil, 2008 et Michel Winock, « Qu'est-ce qu'une nation ? », in Le XX^e siècle idéologique et politique, Perrin, 2009

syndical, la création de l'école laïque, plus tard la séparation des Églises et de l'État, rappelle Jean-Pierre Azéma. Les choix paraissaient alors encore relativement simples », avant l'avènement du boulangisme et l'Affaire Dreyfus qui ont rallumé la guerre franco-française. Ils ont posé les bases d'un fascisme à la Française incarné plus tard par Maurice Barrès et Charles Maurras.

Comment les notions de patriotisme et de nationalisme évoluent-elles au fil du XX^e siècle ?

La question du nationalisme prend une nouvelle dimension au travers du totalitarisme fasciste. Le fait marquant est l'émergence d'une pensée extrémiste qui conduit la logique d'exclusion à son paroxysme au travers du génocide. Un deuxième élément marque l'évolution du sentiment patriotique : la décolonisation. Après avoir été un outil de construction de l'identité nationale, celle-ci apparaît comme un projet politique pour celles et ceux qui ont souhaité se libérer de la tutelle des occupants.

Bruno Tranchant

L'identité de la France victime de la droite

Le lancement d'un grand débat sur l'identité de la France n'est pas à prendre à la légère. Annoncé par le ministre de l'Immigration Éric Besson, et commandité par le chef de l'État, il vise surtout à détourner la population des difficultés auxquelles elle fait face. À quelques mois des régionales, la stratégie choisie par la majorité est électoraliste et dangereuse.

Le ministre de l'Immigration, Éric Besson, a récemment dévoilé le calendrier et les modalités du « grand débat » sur l'identité nationale qu'il a annoncé fin octobre. Entre le 2 janvier et le 28 février, il invite les préfets à réunir associations, enseignants, parents, élèves, élus locaux à débattre ensemble. Pour y parvenir, le président est même allé jusqu'à remplacer son discours sur l'agriculture de La Chapelle-en-Vercors, le 12 novembre, par une envolée sur « l'identité nationale ». Un amas de références historiques douteuses, sélectives voire inexactes, une rengaine sur « l'honneur d'être Français », et les « devoirs » qui en résultent.

Reste que l'empressement de la droite à proposer un tel débat ne trompe personne. Penser ce qui cimente l'identité d'un pays n'est pas condamnable en soit, mais la stratégie mise en œuvre ici a tout d'une manipulation politique. Le fait de confier l'annonce d'un tel débat au ministre de l'Immigration pose un premier problème. L'association d'une identité à la question de l'immigration montre à quel point la majorité cloisonne la réflexion.

La manœuvre a plusieurs ressorts. C'est d'abord un signal envoyé à son électorat et à celui du Front national. Nicolas Sarkozy se montre d'ailleurs habile. Car rappelons-nous qu'en 2007, à l'heure où la campagne présidentielle battait son plein, le candidat UMP avait relancé sa campagne en annonçant la

création d'un ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale.

La droite détourne l'attention...

Outre une volonté à peine cachée de récupération politique, Nicolas Sarkozy voudrait faire oublier aux Français l'échec de son bilan. À mi-mandat, il accumule les mauvais chiffres. Pour le seul mois de septembre 2009, ce sont 45 000 personnes de plus inscrites au Pôle emploi. Et la crise ne peut pas tout expliquer. Les mesures mises place depuis deux ans ont renforcé les inégalités et rendu plus difficiles les conditions de vie des Français. Le déficit de l'État a plus que doublé pour atteindre 125,8 milliards d'euros au 30 septembre, contre 56,6 milliards d'euros, il y a un an. Le président veut détourner l'attention médiatique en montrant un visage assuré sur un sujet qu'il manie bien. Il veut parler à son camp au moyen de ses armes préférées : la stigmatisation et la peur. La formule même d'identité nationale qu'il a lui-même décidé d'utiliser il y a plus de deux ans le souligne.

Sur le fond, comme l'ont rappelé de nombreux historiens, la France a toujours revendiqué une identité républicaine, en référence à l'histoire et aux valeurs partagées par la population. Mais Nicolas Sarkozy y adjoint l'immigration. « Jamais, sauf au moment du pétainisme, on a défini ce que nous sommes, par le rapport à l'étranger et

un rapport à l'exclusion », a expliqué Vincent Peillon sur France Inter, le 11 novembre. Le chef de l'État feint d'avoir un discours rassembleur. Il voudrait faire croire qu'en ces temps difficiles, les Français doivent se serrer les coudes.

...mais attaque chaque jour l'identité de la France

Il ne faut pas être dupe. Derrière les multiples annonces sur le fait de maîtriser le français, le nombre de reconduites à la frontière ou le « mérite » d'être Français, il souhaite construire de véritables barrières identitaires. « Nous revenons une vision civique et républicaine de la nation, et non pas ethnique ou

particulariste qui laisserait l'identité s'enfermer dans des critères d'appartenance et donc d'exclusion. C'est cette approche, inhérente à l'existence d'un ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale, qui est contraire à l'identité de la France et à son génie », écrivaient les socialistes avant le discours du 12 novembre.

Quant aux doutes que peuvent ressentir les Français sur leur identité, c'est bien la droite qui en porte la responsabilité. Depuis 2002, elle n'a cessé de s'attaquer aux principes mêmes de la République. Nicolas Sarkozy assumant à la perfection le rôle de chef de file. Entre affichage bling-bling, cadeaux fiscaux, destruction des services publics ou remise en question de la laïcité, le président ne montre pas l'exemple.

« Le président de la République nous a livré un discours moraliste, difficilement audible de la part de celui qui accorde des passes-droit à ses amis, y compris à son propre fils, s'est indignée Martine Aubry. C'est le discours d'un

Président aux abois qui tente une maladroite reprise en main. Ce qui inquiète les Français, c'est le renoncement de Nicolas Sarkozy à faire vivre les valeurs de la France. La France n'a jamais été aussi forte dans son histoire et les Français aussi heureux que lorsque les valeurs de liberté, égalité, fraternité, solidarité ont été portées haut. Les Français attendent une autre politique ».





Les régionales sont le prochain enjeu de la vague rose de 2004 qui avait permis l'arrivée de Nicolas Sarkozy. Comment ces régions ont-elles évolué depuis 2004 ? Quelles ont été les grandes initiatives ? Quelles nouvelles étapes dans ce tour des régions :

CONSEIL RÉGIONAL MIDI-PYRÉNÉES



18

Superficie : 45 348 km²
Départements : Ariège (09), Aveyron (12), Haute-Garonne (31), Gers (32), Lot (46), Hautes-Pyrénées (65), Tarn (81), Tarn-et-Garonne (82).
Population : 2 731 000 hab.
Densité : 30,22hab./km²

Budget 2009
1 218 millions d'euros

- ◆ **Éducation, formation, apprentissage, sport : 38,12%**
- ◆ **Transports : 27,91%**
- ◆ **Développement économique et emploi : 10%**

MIDI-PYRÉNÉ MARCHE DUR

Menée par les socialistes depuis 1998, la région Midi-Pyrénées poursuit son ascension. Preuve est faite de son attractivité : 230 000 nouveaux habitants se sont installés entre 1999 et 2007. Outre son climat favorable, les choix politiques assumés par Martin Malvy et son équipe en font une région résolument tournée vers l'avenir.

Il y aura 3 millions d'habitants en Midi-Pyrénées d'ici à 2030. Et ce regain démographique ne doit rien au hasard. Les socialistes ont su mener les actions pour le bien être de la population et de l'équilibre des territoires, et ce malgré la crise. « Entre 2004 et 2005, nous avons majoré de 150% les crédits recherche de la Région, nous avons créé une agence régionale de l'innovation, et mis en place de nouvelles pro-

cédures sur l'utilisation des fonds recherche. Ils sont aujourd'hui exclusivement réservés à du partenariat entre les entreprises et les laboratoires de recherche, souligne Martin Malvy, président du Conseil régional. L'extension de cette mesure se retrouve dans la politique économique de la région qui a fortement évolué depuis 2007. Un exemple : désormais nous ne menons plus des actions isolées pour la modernisation des entreprises de la TPE à la PME, mais nous négocions avec chacune d'elle un contrat pluri-annuel, après un bilan stratégique de l'entreprise. Nous avons deux ans pour signer avec plus de 500 entreprises des contrats baptisés contrats d'appui ». De quoi anticiper les effets les plus négatifs de la crise, mais les socialistes du Conseil régional ne se sont pas arrêtés là. « Dans notre plan de soutien à l'économie, nous avons décidé d'aider les jeunes de BTS et de licences professionnelles à

électoral du Parti socialiste. Il s'agit dès à présent de relancer d'emporter 20 des 22 régions françaises. en six ans de présidence socialiste ? sur ces territoires ? Que signifie avoir sa région à gauche ? Midi-Pyrénées, Picardie et la Guadeloupe.

ES EN ABLE

entrer dans la vie active, en mettant, sous condition de CDI, à disposition des PME, une bourse de 5000 euros par emploi créé », explique encore Martin Malvy. De la même manière, la politique des emplois tremplins a été poursuivie depuis 2004, ils sont d'ailleurs mutualisés en Midi-Pyrénées : « Ils sont réservés à des associations qui mutualisent leurs moyens. Nous avons exigé que ces emplois associatifs soient aussi en CDI. Nous atteignons aujourd'hui le chiffre d'un millier. L'aide va passer de quatre à cinq ans. » Les actions en faveur des jeunes ont mobilisé les élus depuis le départ. Le nombre d'élèves augmentant, Midi-Pyrénées a construit 9 lycées et multiplié par trois les crédits que la droite consacrait auparavant à la modernisation des établissements secondaires ou pour l'enseignement supérieur. Parmi les grands chantiers, les socialistes sont fiers du projet

Education

Idees lycéennes

« Dès 2004, nous avons eu l'idée de promouvoir des projets établis par des lycéens avec leurs enseignants. Ce

sont les projets d'avenir », explique Marie-Claude Bascoul, vice-présidente en charge des lycées. Ainsi, la Région a-t-elle lancé en début d'année scolaire un appel à projets dans les lycées et CFA, dans les classes ou regroupements d'établissements. Ceux-ci déposent leurs dossiers qui sont étudiés par les services concernés. Un jury composé de la vice-présidente en charge de la question, du rectorat, ou encore du Conseil régional jeune, à l'origine de l'idée, sélectionne les meilleures idées. Ces travaux réalisés entre une équipe pédagogique et des élèves doivent répondre à des thématiques proposées par le Conseil régional, comme le développement durable, la lutte contre les discriminations, la culture... « En 2008-2009, il y avait 323 projets. 202 ont été retenus et subventionnés. La subvention peut atteindre 10 000 euros par projet. L'an dernier, la Région a mis 828 000 euros. Pour valoriser les jeunes, leur travail et leurs projets, on a mis en place le Festiv'. 5 000 jeunes lycéens et apprentis se réunissent au Zénith de Toulouse, loué par la Région. Ils présentent leurs projets d'avenir, leur établissement. La journée se termine par une fête. », poursuit Marie-Claude Bascoul. L'initiative rencontre chaque année un peu plus de succès, auprès des jeunes qui s'investissent et se sentent écoutés, mais aussi auprès des professeurs pour qui ces projets sont un moyen original de mobiliser les élèves et de leur donner envie d'entreprendre et d'apprendre.



Gallieni. Après les destructions occasionnées par l'explosion d'AZF, 84,4 millions d'euros ont été accordés pour

la reconstruction du lycée Gallieni à Toulouse. Premier établissement secondaire en termes de surface de Midi-

.../...



20



Pyrénées, il a la particularité d'intégrer 1 900 m² de panneaux solaires photovoltaïques permettant de couvrir toutes ses dépenses d'électricité, soit 140 000 kw/h annuels. « Ajoutons que l'ensemble des nouveaux lycées a été construit selon les normes HQE, et qu'un diagnostic énergétique est en train d'être réalisé sur les 144 lycées que compte la région », précise Marie-Claude Bascoul, vice-présidente en charge de l'éducation et des lycées.

Pour un avenir durable

Car l'autre grande priorité de la région Midi-Pyrénées a concerné le développement

durable. Et par durable, les socialistes ont entendu à la fois la mise en œuvre de mesures visant à réduire les émissions de gaz à effets de serre, et les dispositions en faveur du bien-être socio-économique des habitants. « La deuxième grande priorité a été accordée aux transports collectifs dans la mise en œuvre de la loi de 2002 transférant aux régions la compétence sur les trains régionaux. Plusieurs actions ont été menées successivement. La première a été la décision de renouvellement du parc roulant de la SNCF qui était dans un état lamentable. On a acquis 70 nouveaux autorails et rénové plus de 80 rames. La deuxième action a

Insertion

Deuxième chance

L'école régionale de la deuxième chance se trouve dans le quartier populaire de Toulouse-Bellefontaine. Derrière sa création se cache la volonté forte des socialistes de la Région d'agir efficacement pour l'insertion professionnelle. « Nous avons accueilli 700 élèves depuis

le début. Ils sont une quinzaine de nouveaux tous les mois. On fonctionne avec une file active d'une centaine. Ce sont des jeunes âgés de 18 à 30 ans, qui n'ont ni diplôme ni qualification, généralement en grande difficulté sociale et issus des quartiers populaires. Un parcours personnalisé de neuf mois leur est proposé. Nous travaillons beaucoup sur leur projet professionnel. En parallèle, nous effectuons une remise à niveau sur les savoirs de base. Pour la majorité d'entre eux, ces jeunes ont déjà travaillé. Pour eux l'école est à la fois synonyme d'échec, d'ennui et d'humiliation. Il faut donc renouer un lien, réconcilier ces jeunes avec l'apprentissage et la réussite », explique le directeur de l'école, Marc Martin. L'école est une association, subventionnée à 50% par la Région, 30% par l'Europe et 20% par les autres collectivités et les entreprises par l'intermédiaire de la taxe d'apprentissage. L'État ne fait rien. « Nous sommes la seule Région à avoir assuré la maîtrise d'ouvrage de l'école, souligne Monique Iborra, présidente de l'école et vice-présidente en charge de la formation professionnelle et de l'insertion. C'est notre originalité. Nous assurons une grosse partie des dépenses de fonctionnement ». Un engagement payant puisque plus de 70% des élèves sortent avec un CDI, un contrat d'apprentissage ou un accès à une autre formation en poche.

porté sur la multiplication des dessertes quotidiennes en Midi-Pyrénées. Cela s'est traduit par le passage de 150 à 348 dessertes quotidiennes. C'est-à-dire que nous avons créé 198 dessertes supplémentaires. Cela a donc donné lieu à la création de plus de 1 000 arrêts quotidiens dans la région. Le bilan, c'est le passage en cinq ans de 5 à près de 12 millions de voyageurs », rappelle le président. Favorisant l'usage des transports moins polluants, la Région a aussi permis à la population d'accéder aux énergies propres et de réaliser des économies. « Nous sommes la première région dont l'Agenda 21 a été reconnu nationalement. Et sur les 54 actions qu'il contient, 45 ont déjà été engagées. En partenariat avec l'Ademe, nous avons par exemple décidé de multiplier en région le nombre des chauffe-eau solaires dans les maisons privés, voire dans les logements sociaux. Et aujourd'hui ce sont 15 000 particuliers qui sont équipés de chauffe-eau solaires. Aujourd'hui l'Ademe s'est retirée, mais la Région a poursuivi son aide », ajoute Marie-Lou Marcel, vice-présidente en charge de l'environnement et du développement durable. Les efforts régionaux ont aussi porté sur le développement d'une filière de l'énergie bois. Vingt et un réseaux de chauffage-bois collectifs ont été réalisés ou sont en cours de



Martin Malvy

réalisation.

« Mais nos politiques sont guidées par la volonté de construire une région durable. Ainsi, parmi les actions menées pour l'aménagement équilibré du territoire, nous avons développé le concept de maisons communes emploi-formation régionales, par exemple. On ne met pas simplement les gens spécialisés sur le même lieu, on décline un projet commun tourné vers le développement du territoire, en particulier du développement économique. La région en compte 17 aujourd'hui », se félicite Monique Iborra, vice-présidente en charge de l'emploi et de l'insertion. Pour les années à venir, les socialistes comptent bien poursuivre leurs actions même s'il s'agit parfois d'engagements financiers lourds. Il n'est pas question d'abandonner le territoire et la population, mais d'affirmer un peu plus le rôle essentiel de la Région quand l'État s'attaque à ses prérogatives : « L'enjeu reste la proximité, conclut Martin Malvy, C'est agir mieux pour le bien-être des citoyens parce qu'on est plus proches d'eux ». ■

CULTURE

Territoires en avant

La culture, atout essentiel de développement, d'identité et de dynamisme pour les territoires de Midi-Pyrénées, tel est

le parti pris par les socialistes qui soutiennent les projets culturels de territoire. En dehors de Toulouse, la ruralité domine, chaque pays et parc régional a ainsi des talents à faire valoir. Mais pour les communes ou les départements, il n'est pas toujours aisé d'accueillir des artistes, ou de développer des projets culturels. « La Région a donc établi avec les territoires qui le souhaitaient un diagnostic de ce qui existait pour aboutir à un projet culturel de territoire. Ensuite, nous signons une convention avec eux. Les aides atteignent 65 000 euros par an les trois premières années, elles sont dégressives les trois années suivantes. Cela permet de redynamiser Midi-Pyrénées, de multiplier l'offre culturelle pour la population et de fédérer les territoires », explique, enthousiaste, Hélène Breton, vice-présidente en charge de la culture et du patrimoine. Aujourd'hui, 22 conventions ont été signées.



CONSEIL RÉGIONAL DE PICARDIE



22



Superficie : 19 530 km²
Départements : Aisne (02),
Oise (60), Somme (80)
Population : 1 890 000 hab.
Densité : 96,7 hab./km²

Population : 1 780 192 hab.
Densité : 145 hab./km²

Budget 2009

1 000 millions d'euros

♦Éducation, formation,
apprentissage : 42%

♦Transport et développement
durable : 27%

♦Développement économique
et emploi 8%

PICARDIE : L'HUMAIN AU

Historiquement, la Picardie est forte de savoir-faire industriels et agricoles. À la tête de la région, les socialistes ont voulu les redynamiser en s'appuyant sur la recherche-développement et en misant sur les hommes. L'objectif : enrichir et ouvrir le territoire. Pari tenu.

« En 2004, on gagne cette région sur un programme qui affirme le besoin d'un nouveau modèle de développement mais en s'appuyant sur l'industrie et l'agriculture. Dès le début, nous assumons un choix industriel, au moment où ce n'est pas la mode. À cette époque, l'opposition se moque de notre stratégie, elle la trouve ringarde. On les entend beaucoup moins aujourd'hui », rappelle Claude Gewerc, président de la Région Picarde et candidat à sa propre succession. Bien avant la crise, les élus régionaux s'interrogent sur la manière de préserver et de renforcer le tissu économique. Mais renier les savoir-faire historiques des territoires n'aurait servi à rien. Il fallait réguler et

développer. Maintenir l'emploi dans un premier temps. Dès 2006, une mission d'intervention économique et sociale, visant à répondre aux entrepreneurs et aux salariés face aux difficultés, est créée. En parallèle, les socialistes ont à cœur de préparer l'avenir, pour que la Picardie redevienne une région riche et attractive. Ils travaillent alors au renforcement progressif de la composante recherche, transfert et innovation pour donner à la région un visage industriel à haute valeur ajoutée. « Entre 2004 et 2009, c'est déjà pari gagné ! Nous nous sommes appuyés sur notre tradition agro-industrielle pour candidater au titre de pôles de compétitivité notamment. Il y en a trois aujourd'hui sur la région », poursuit Claude Gewerc. « Il s'agit par exemple du pôle Agro-ressources qui a pour mission de valoriser la plante entière en substituant les ressources naturelles à la pétrochimie. Nous sommes, dans ce domaine, un pôle majeur à l'échelle européenne. Nous avons donc choisi de développer davantage la chimie verte. On ne parle pas d'agro-carbu-

COEUR

rants ici, mais d'industries qui s'appuient sur de nouveaux modes de production », précise Anne Ferreira, vice-présidente en charge de la recherche. La mutation entreprise par la Région ne se fait pas secteur par secteur. Elle est transversale et orientée vers le développement durable. D'ailleurs en créant Picardie énergie développement, un outil financé à hauteur de 12 millions d'euros par la Région (50%), les socialistes confirment cette volonté en soutenant des projets liés à la maîtrise de l'énergie qui dans le cas contraire n'auraient jamais pu voir le jour. Dans les faits, c'est par exemple la construction d'une centrale de cogénération électricité-vapeur à destination des agriculteurs.

Former

Mais pour donner toute la cohérence à leur programme, les élus savaient que la formation des hommes était centrale. « Quand nous sommes arrivés en 2004, les niveaux de formation étaient assez faibles. Les savoir-faire existent, mais l'ancienne logique industrielle a abouti à un certain cloisonnement de l'emploi et des métiers. Et pour

.../...

Emploi



Mission durable

Dès 2006, la majorité socialiste du Conseil régional a souhaité mettre en place un dispositif d'aide et de conseil aux salariés et aux entreprises. La mission d'intervention économique et sociale (MIES) est alors créée. L'originalité et l'efficacité d'une telle mis-

sion repose sur sa double approche : être un interlocuteur de confiance avec les chefs d'entreprises, les banquiers ou les administrateurs judiciaires, et aider les salariés et les syndicats. Bien avant le déclenchement de la crise, les élus de la Région ont voulu apporter leur soutien pour maintenir l'emploi sur le territoire et pour être les plus réactifs possible face aux difficultés. D'ailleurs, pour renforcer leurs actions, ils se sont entendus avec le préfet pour créer le Comité opération région État emploi (COREE), pour réunir l'ensemble des partenaires et permettre une gestion plus complète et rapide des dossiers. Ainsi, dès qu'un syndicat ou un entrepreneur connaît des problèmes, il peut faire appel à la Région qui va rencontrer le personnel et le gérant, et tenter d'apporter les solutions adéquates. Cela représente des milliers d'emplois sauvés, et cela se traduit concrètement par des aides juridiques, des avances remboursables, ou des garanties. De plus, la Région finance un cabinet pour la recherche de repreneurs afin d'aider les salariés à élaborer des contre-projets quand ils sont face à une menace de fermeture. Dans les cas trop difficiles, elle les accompagne pour leur reconversion. Il ne s'agit en aucun cas de faire du chiffre, mais d'agir pour la durabilité de l'emploi sur le territoire. Avec ce dispositif, la Région est beaucoup plus visible aux yeux des citoyens. Un vrai lien de confiance et de proximité se construit, lien inenvisageable à l'échelle nationale.



nous, il existe une grande corrélation entre le niveau de formation et le niveau de développement », explique encore le président du Conseil régional. L'objectif est alors de favoriser l'accès à l'université. La Région est ainsi engagée dans un contrat de projet universitaire à hauteur de 100 millions d'euros. L'État est minoritaire avec une participation de 77 millions d'euros. Pour que les jeunes ne se détournent pas des études pour des raisons financières, la Région assure pour tous les étudiants boursiers l'entière gratuité des transports, ou prend en charge

un chèque mutuelle de 90 euros. Il s'est aussi agi d'attirer les grandes écoles sur les territoires. Quatre se sont installées en Picardie. Par des contrats passés avec la Région, les jeunes Picards se voient proposer la gratuité de la scolarité les deux premières années. La troisième, ils peuvent accéder à l'alternance. La Région a par ailleurs décidé de miser fortement sur la formation tout au long de la vie. « Entre 2004 et aujourd'hui, le budget est passé de 62 millions d'euros à 198 millions, souligne Didier Cardon, vice-président en charge de la question. Nous avons mis l'accent sur deux aspects : la qualification et la sécurisation des parcours professionnels. Aujourd'hui deux fois plus de demandeurs d'emploi retournent en formation, grâce notamment au dispositif « former pour ne pas chômer ». Des stages de parcours vers l'emploi ont été développés et



Recherche

Produit vert

Le pôle « Industries et agro-ressources » (IAR) est l'une des fiertés de la Région Picardie. Elle s'inscrit, avec la Champagne-Ardenne, son partenaire, dans une logique de développement durable et d'innovation à vocation mondiale. Car en son sein, chercheurs et entreprises travaillent à la valorisation non-alimentaire des agro-ressources. Bioénergies, agro-matériaux, il s'agit de trouver d'autres moyens de produire dans un contexte d'épuisement des matières premières et de réduction des émissions de gaz à effets de serre. L'exemple le plus parlant est celui de la raffinerie végétale. En partant de la plante entière, (céréale ou bois), les acteurs du pôle peuvent parvenir à l'élaboration d'emballages, d'énergie ou de cosmétiques plus respectueux de l'environnement, sans épuiser les ressources limitées et polluantes comme le pétrole. C'est donc un vrai pari d'avenir.

Identité régionale

Les socialistes picards ont à cœur d'agir au quotidien pour la population. L'échelle régionale est, à leurs yeux, l'une des plus pertinentes pour, tout en assurant des moyens financiers importants, maintenir un lien de proximité. Mais la réforme des collectivités territoriales souhaitée par le chef de l'État sonne comme une

menace. Depuis plusieurs mois, les socialistes sont donc entrés en ordre de bataille pour défendre leur Région et, derrière elle, leurs habitants. Sur un site dédié, www.toucheapasamapicardie.fr, ils écrivent : « L'existence même de la Picardie est menacée par le président de la République. L'Oise rejoindrait ainsi l'Île-de-France pour devenir la banlieue de la banlieue. La Somme serait rattachée au Nord-Pas-de-Calais dont elle deviendrait le faubourg. Quant à l'Aisne, son sort reste encore incertain, ce qui montre là tout l'intérêt que lui porte l'État. Pour nous, c'est trois fois non, tant sur le fond que sur la forme. Parce que nous sommes pétris de l'histoire de la Picardie. Parce que nous croyons à la pertinence de ce territoire et à la cohérence des politiques régionales qui y sont menées pour répondre aux attentes quotidiennes de nos concitoyens et préparer leur avenir. Parce qu'enfin, on ne touche pas à la destinée d'une communauté sans pour le moins la consulter. »



mènent aujourd'hui 85% de ses bénéficiaires vers l'insertion. Enfin l'apprentissage a largement progressé. Les jeunes qui sortaient sans qualification en 2004 représentaient 12,5% de l'ensemble des élèves. Ils n'étaient plus que 7,9% en 2007 ». Pour les élus, ce ne sont pas des mesures sociales mais des mesures de nature à changer l'avenir économique de la région, en s'appuyant sur les hommes et les femmes qui y vivent.

Décloisonner

Pour construire cet avenir prometteur, la Région devait s'appuyer sur une stratégie ambitieuse d'aménagement du territoire et d'ouverture. « La Picardie est un ensemble urbain plutôt équilibré. Mais elle ne se trouve pas au milieu de rien. Elle est à proximité immédiate de la région Île-de-France, la plus puissante de France. La question qui nous est posée est : comment on peut se positionner par rapport à elle ? Évidemment, nous n'avons pas opté pour un rapport hostile », affirme Claude Gewerc. Le but est surtout d'inscrire le territoire dans l'Europe du nord-ouest. L'alliance de l'ancienne majorité avec l'extrême droite avait

cloisonné la région et rendu plus difficiles ses rapports avec les régions voisines. À l'heure actuelle, la stratégie est bien celle de l'inter-régionalité pour donner toute sa place à la Picardie. Ainsi dans le cadre de discussions communes, a été décidée la mise en œuvre du projet de liaison Picardie-Creil-Roissy. Sept kilomètres de voies entre l'aéroport international et la ville de Creil pour ouvrir la région sur le monde. Au-delà des possibilités de transports offertes par Roissy, ce projet d'envergure ouvre de nouvelles perspectives pour la Picardie. La logique est pragmatique : développer le tourisme, les échanges économiques et la mobilité des Picards. La mise en service prévue pour 2017 fait donc l'objet de grandes attentes. Un investissement à long terme pour donner toutes ses chances de réussite à la Picardie. ■



CONSEIL RÉGIONAL DE GUADELOUPE



Superficie : 1 780 km²

Population : 400 736 habitants

Densité : 246 hab./km²

Budget 2009

303,7 millions d'euros

◆ **Éducation, formation : 30,61%**

◆ **Transports et développement durable : 19,64%**

◆ **Développement économique et emploi : 10,02%**

GUADELOUPE : TERRE D'AVENIR

La Guadeloupe est une région de France... Elle n'en avait pourtant pas le profil économique quand les socialistes ont gagné l'exécutif local en 2004. En six ans de mandature, l'équipe de Victorin Lurel a réussi à structurer cet archipel des Antilles qui avait auparavant le taux d'équipement d'une grande commune.

La Région Guadeloupe revient de loin. En 2004, lorsque Victorin Lurel accède à la présidence du Conseil régional à la tête d'un large rassemblement des forces socialistes et progressistes, il fait tomber l'une des figures des réseaux chiraquiens des outre-mers : Lucette Michaux-Chevry, ancienne ministre RPR, qui aura présidé la région pendant douze ans. La victoire est nette. Pour la première fois, la gauche unie rassemble 100.000 voix sur un programme dont l'ambition est d'instaurer une nouvelle éthique de l'action publique et

d'œuvrer pour un développement économique respectant les équilibres sociaux et environnementaux.

Les attentes sont immenses, mais la situation se révèle particulièrement difficile. Les finances, dans le rouge, affichent un déficit cumulé de 100 millions d'euros ; la Guadeloupe est la région la plus endettée de France (plus de 700 euros par habitant). Il n'y a aucun plan, ni étude, ni schéma de développement, sur lesquels adosser des politiques publiques ; la synergie entre le Conseil régional et le Conseil général, qui opèrent pourtant sur le même territoire est inexistante ; l'administration régionale est sous-encadrée au point que la Chambre régionale des comptes estime que la structure de ses effectifs est comparable à celle d'une grande commune. Le tout dans une région qui souffre d'un chômage endémique et d'une économie au ralenti.

« Digérer cet héritage a constitué un défi aussi colossal



Environnement

VENT SOLEIL ET CANNE À SUCRE

L'Outre-mer représente une part considérable de la biodiversité française. Dans cet ensemble, la Guadeloupe recèle des richesses inouïes qu'il est d'autant plus essentiel de préserver que les territoires insulaires sont très vulnérables. Très

qu'inattendu, confirme le président Victorin Lurel. Nous avons dû consacrer presque exclusivement les deux premières années de notre mandat à redresser les finances et à engager un important travail de prospective. Il a fallu prendre des décisions impopulaires et recentrer la Région sur ses compétences. C'est en réussissant cela que nous avons pu mettre en œuvre notre programme ». Côté prospective, la Région s'est dotée en six ans des principaux schémas permettant de guider une action de long terme associant l'ensemble des partenaires et des institutions. Elle a vu se mettre en place un Plan régional de développement des formations, un Schéma directeur d'aménagement touristique, un Plan régional des énergies

.../...

tôt, la Région s'est positionnée autour de ces enjeux en confortant d'abord le rang de la Guadeloupe parmi les premières régions françaises en matière d'énergies renouvelables. Éolien, solaire, photovoltaïque, géothermie, utilisation de la bagasse (résidu du broyage de la canne à sucre), sont autant de sources d'énergies dont la collectivité régionale accompagne le développement par des dispositifs volontaristes avec l'ambition de réduire significativement la dépendance de l'archipel en énergies fossiles. La Région s'implique également aux côtés des associations afin de sensibiliser les citoyens aux attitudes respectueuses de l'environnement. « Nous fédérons un véritable écosystème associatif grâce à l'opération « Mon archipel, Mon environnement », un appel à projets renouvelé chaque année pour sélectionner et soutenir des programmes d'actions au plus près du terrain et de nos réalités », explique Ernest Moutoussamy, vice-présidente, en charge de l'environnement. Au Conseil régional, on montre aussi l'exemple avec les voitures hybrides qui équipent désormais le parc automobile, mais aussi avec l'éclairage public qui répond aux normes les plus sévères en matière de consommation d'énergie et surtout les nouvelles constructions qui, toutes, répondront dorénavant aux stricts critères de haute qualité environnementale. En vue d'un nouveau mandat, il reste encore beaucoup à faire, notamment en matière de transports collectifs, un réseau de bus en site propre est à l'étude, et de traitement des déchets. Ces problématiques figurent en bonne place dans le programme des socialistes pour 2010.



renouvelables et de l'utilisation rationnelle de l'énergie, un Plan pluriannuel d'investissements, un plan de développement du nautisme. Un Schéma régional de développement économique et un Schéma d'aménagement régional ont été élaborés pour tracer les

grands axes du projet de développement et d'aménagement du territoire à l'horizon 2030. Côté mesures fortes, la Région a instauré la gratuité des livres scolaires pour les lycéens, construit un câble sous-marin pour baisser le prix du haut débit, créé des emplois-tremplin à l'instar des autres régions socialistes.

Elle a également ouvert des écoles de la deuxième chance et un Centre régional de formation professionnelle, elle a lancé la construction d'un nouveau pôle universitaire, contribué à la rénovation de nombreux hôtels, élaboré un dispositif de continuité territoriale aérienne avec l'Hexagone, créé des dispositifs d'aides à l'amélioration de l'habitat et soutenu financièrement la construction de nombreux logements sociaux. En matière agricole, elle a consolidé les productions traditionnelles (canne et banane) tout en accompagnant les efforts de diversification.

28



Éducation

De la crèche au lycée

Dès 2004, l'éducation et la formation ont été érigées en priorité absolue de la nouvelle majorité régionale. Avec un taux de chômage de plus de 25%, qui atteint 50% chez les jeunes, un effort considérable devait être consenti pour donner enfin un contenu concret à l'égalité des chances. « Réussir en ce domaine suppose d'agir depuis la crèche jusqu'au lycée », souligne Thérèse Marianne-Pépin, vice-présidente de la Région chargée de l'éducation. La Région a donc contractualisé avec les communes pour financer de nouvelles crèches et des maternelles. Les lycées ont vu leurs équipements modernisés, avec un accent particulier mis sur l'informatique. Clés USB avec des logiciels libres, espaces numériques de travail, haut-débit, rien n'a été négligé et c'est à la rentrée 2009 que le Conseil régional a lancé son plan « un ordinateur pour toutes les classes de Seconde », ce qui permettra à tous les lycéens d'être équipés d'ici à trois ans. Parallèlement, les chantiers dans le domaine de l'éducation n'ont jamais été aussi nombreux : un nouveau lycée polyvalent a été inauguré, il y a quelques semaines, un nouveau campus universitaire est en construction, un nouveau lycée est attendu en 2012. Mais le symbole de l'ambition régionale reste la Cité de la connaissance : un immense complexe qui accueillera, en un même lieu, une résidence et un restaurant universitaires, l'Université des métiers, un campus sanitaire et social, une école régionale de la deuxième chance et un Pôle régional des arts du spectacle. Pharaonique ? Pas tant que ça, si l'on rappelle qu'en 2004, il y avait 4 centres de formation des apprentis en Guadeloupe et que 6 ans après, grâce à l'implication de la Région, il y en a désormais 7.

SPORTS

Briller partout

« Plus important encore, ajoute Jocelyn Mirre, président de la commission des Affaires économiques, nous avons constamment soutenu l'activité par un volume de commande publique sans précédent. Quand la crise mondiale s'est aggravée dans le courant 2008, et avant même que le gouvernement ne réagisse au niveau national, nous avons immédiatement mis en œuvre un plan de relance de nos investissements. Nous pouvions de nouveau recourir à l'emprunt grâce à notre gestion saine et rigoureuse ».

La crise économique s'est muée en une grande crise sociale début 2009, elle a touché l'ensemble des outre-mers, mais sans doute plus durement la Guadeloupe.

« On a vu éclater au grand jour des injustices et s'exprimer une colère légitime contre les pratiques de certains monopoles, en particulier dans la grande distribution et le carburant, raconte Victorin Lurel. Des situations que je dénonçais un peu seul depuis des années et qui perduraient d'autant plus que l'État, chez nous encore plus qu'ailleurs, se désengage et ne joue pas son rôle de régulation ». Face à l'urgence sociale, la Région a répondu présent en contribuant à l'augmentation des bas salaires, en abais-

La Guadeloupe « Terre de Sports, Terre de Champions », ce n'est pas seulement un slogan ou une légende. C'est une réalité. De Lilian Thuram à Laura Flessel, de Marie-José Pérec à Thierry Henry, de Gaël Monfils à Teddy Riner, en passant par Mickael Pietrus, l'histoire du sport français est jalonnée de héros venus de la Guadeloupe. Parce que cette légende ne doit pas seulement s'écrire au passé ou au présent, mais aussi bien au futur, Victorin Lurel et son équipe ont voulu faire du sport un axe majeur du développement de la Guadeloupe. C'est pourquoi un schéma directeur des équipements sportifs a été mis en place, doublé de conventions d'objectifs et de moyens avec chaque ligue et chaque comité sportif, sans oublier le soutien à une dizaine de sportifs de haut niveau. « Il s'agit de privilégier la formation de nos jeunes pour qu'ils puissent s'épanouir et pour que les plus talentueux soient détectés au plus tôt dans les structures locales », insiste Alix Nabajoth, en charge des sports à la Région. Le plan Caraïbes de la Fédération française d'athlétisme que la Région Guadeloupe a signé en octobre 2009 s'inscrit dans cette démarche. Un Centre technique du football, sur le modèle du CREPS pour l'athlétisme, est également à l'étude. Par ailleurs, sous l'impulsion de la Région, la Guadeloupe n'a jamais autant organisé d'événements sportifs au rayonnement national, voire international. Outre la célèbre Route du Rhum qui se déroule tous les quatre ans, un Grand prix d'athlétisme IAAF, une épreuve du championnat du monde de jetski et un tour cycliste international permettent aux meilleurs de l'archipel de se mesurer face à de grands noms venus d'ailleurs se sont ajoutés. La récente organisation des championnats de France de cyclisme sur la piste du vélodrome régional a aussi ouvert de nouvelles perspectives pour faire de la Guadeloupe un haut lieu d'entraînement des équipes de France.

sant la fiscalité locale sur des centaines de produits de première nécessité, en baissant le prix des cantines ou encore en maintenant ses efforts pour l'éducation et la formation à plus d'un tiers du budget régional, soit plus de 100 millions d'euros.

Aujourd'hui, à l'approche d'une campagne qui promet d'être rude, Victorin Lurel et son équipe se disent fiers du travail accompli dans des conditions

difficiles. « La Guadeloupe pour tous » qui était leur slogan en 2004 s'est transformé en « Tous pour la Guadeloupe », afin d'aborder un second mandat avec la volonté d'impliquer davantage les citoyens dans la construction d'une Guadeloupe apaisée et ouverte, solidaire et responsable, qui mise sur ses talents et sur sa jeunesse pour regarder résolument vers l'avenir. ■

Sessions 2010 des Universités Permanentes des Cadres Fédéraux PS/MJS

Les inscriptions sont ouvertes !

L'Université Permanente s'adresse aux Secrétaires Fédéraux, Délégué(e)s Fédéraux, aux Secrétaires de Section membres des Conseils Fédéraux, ainsi qu'aux animateurs/trices départementaux/tales MJS.

La formation se déroule sur quatre week-ends intensifs :

Trois au siège du Parti Socialiste 10 Rue de Solferino - 75333 Paris Cedex 07

et le week-end de l'Université d'Été qui forment un ensemble cohérent.

Coût de la session : 250 euros payable par chèque à l'ordre du Parti socialiste.

(Les frais de transports peuvent être pris en charge par ta fédération, sous réserve de son accord)

CALENDRIER :

- 1^{er} week-end : **du vendredi 22 Janvier 2010 (18h00) au dimanche 24 Janvier 2010 (13h30)**
- 2^{ème} week-end : **du vendredi 28 Mai 2010 (18h00) au dimanche 30 Mai 2010 (13h30)**
- 3^{ème} week-end : **UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU PARTI SOCIALISTE**
- 4^{ème} week-end : **du vendredi 19 Novembre 2010 (18h00) au dimanche 21 Novembre 2010 (13h30)**

* Les demandes de dossier d'inscription sont à adresser à :

Mireille Bourbon-Perez - Parti socialiste

Secrétariat National à la Formation, aux Universités Permanentes et d'Été

10 Rue de Solferino - 75333 Paris Cedex 07

Téléphone : 01 45 56 77 45 - Télécopie : 01 45 56 76 45 - E-mail : formation@parti-socialiste.fr

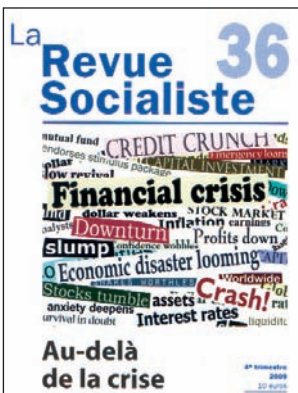
* Lors de votre demande de dossier d'inscription, celui-ci peut vous être adressé soit par e-mail, télécopie ou courrier, nous vous remercions de bien vouloir indiquer vos coordonnées exactes (Nom, Prénom, Adresse postale, Tél, Portable, e-mail) et nous le retourner uniquement par courrier accompagné du règlement par chèque à l'ordre du Parti socialiste.

30

Après le violent orage qui s'est abattu sur le monde, et dont les conséquences sociales n'ont pas fini de se faire sentir, la Revue socialiste, consacre un numéro spécial à la crise. L'enjeu est de taille, à l'heure où il faut transformer le capitalisme de marché, et déterminer un nouveau modèle de croissance plus solidaire et plus économe en ressources. Dans les pas du directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, experts et élus s'interrogent sur les nouvelles formes de régulation à mettre en œuvre pour conjurer le sort et inventer un modèle de développement privilégiant la coopération internationale. Un changement de paradigme profond qui transite par l'encouragement de l'économie verte, de l'enseignement, de la recherche et de tous les secteurs de l'économie de la connaissance.

La Revue socialiste, Au-delà de la crise, 4^e trimestre 2009, 110 pages, 10 euros

B.T.



Bulletin d'abonnement

À retourner à La Revue socialiste, 10 rue de Solferino 75333 Paris Cedex 07

☐ MR. ☐ MME. ☐ MLE. PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

TÉLÉPHONE

E-MAIL

Abonnement (3 numéros dont 1 double)

☐ Tarif normal : 25 euros

☐ Tarif étranger et DOM-TOM : 35 euros

☐ Soutien : libre

Ci-joint mon règlement de la somme de Euros par chèque
à l'ordre de Solfé Communications - Revue socialiste

DATE :

SIGNATURE :

Communisme : un droit d'inventaire

L'OURS consacre ce mois-ci un numéro spécial au communisme, et en rédige un droit d'inventaire. Vingt ans après la chute du Mur, la volonté préalable de tourner la page a cédé le pas à une réflexion de fond sur ce thème. « Seules de petites minorités défendent un devoir de mémoire, alors que les historiens sont bien seuls à promouvoir le devoir d'Histoire », constate ainsi Alain Bergounioux. « Réfléchir sur le sens du communisme, ce n'est pas s'enfermer dans des querelles rétrospectives, mais vouloir prendre la mesure de notre présent, en aidant à expliquer, d'abord, les évolutions divergentes survenues après 1989, dans ce qu'avait été le monde communiste, en cherchant à expliciter, ensuite, la nature même de notre démocratie qui (...) « fabrique, par sa seule existence, le besoin d'un monde postérieur à la bourgeoisie et au capital où pourrait s'épanouir une véritable communauté humaine (François Furet) », insiste le patron de L'OURS.

Henri Weber consacre, pour sa part, un article aux analyses des théoriciens de la social-démocratie « qui frappent par leur acuité et leur précocité ». « La chute du communisme a affaibli toute la gauche, indirectement, par son impact idéologique », affirme-t-il. Guillaume Bachelay invite, de son côté, le lecteur à comprendre le vide et à le combler, tandis que Robert Chapuis s'interroge sur l'avenir qui transite, assure-t-il, par le renouvellement du socialisme. L'OURS, n° 392, novembre 2009.

B.T



31

Santé des femmes : agir et vite !

La Fondation Jean-Jaurès publie sur son site un rapport de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) intitulé : Les femmes et la santé : la réalité d'aujourd'hui, le programme de demain. Cette étude se penche sur les conséquences prévisibles d'une mauvaise prise en compte de ces problèmes.

Un peu partout dans le monde, la vie des femmes est « amputée par des maladies évitables et des décès prématurés », estiment les auteurs. Lesquels mettent clairement en relief les différences qui découlent de modes de vie différents, avant d'insister sur les mesures à mettre en œuvre pour améliorer l'état de santé des femmes. Et d'appeler au dialogue politique en encourageant les pays, institutions et autres partenaires du développement à agir.

Enfin, ils appellent à un leadership politique et institutionnel « plus cohérent » et demandent l'ouverture d'un réel dialogue sur les questions de santé, tout en réclamant des ressources suffisantes pour sauver davantage de vies et améliorer le sort des fillettes et des femmes.

B.T

Laboratoire
des idées



Les Entretiens de Solférino

INVITATION

Laurence DUMONT, Secrétaire Nationale à la Formation,
Emmanuel MAUREL, Secrétaire National aux Universités Permanente et d'Été
et Christian PAUL, Président du Laboratoire des idées

ont le plaisir de vous inviter le

mercredi 16 décembre 2009

à 18h30 en salle Marie-Thérèse Eyquem,

à Solférino - 10 rue de Solférino, Paris 7

à débattre sur le thème :

« Où en est le débat sur les classes sociales ? »

Participeront à ce débat :

Isabelle COUTANT Sociologue

Co-auteure de « La France des « petits moyens ». Sociologie de la banlieue pavillonnaire »
(La Découverte, 2008)

Gaëli BRUSTIER Politologue

Co-auteur de « Recherche le peuple désespérément » (Bourin Editeur, 2009)

Stéphane ROZES Politologue
Enseignant à Sciences-po et HEC

Olivier SCHWARTZ (sous réserve) Sociologue

Membre du Centre de Recherche sur les Liens Sociaux (CERLIS)

Le débat sera animé par **Camille PEUGNY** Sociologue, auteur de « Le déclassé »
(Grasset, 2009)

Inscription obligatoire auprès de Christine

E-mail : formation@parti-socialiste.fr / Tél. : 01 45 56 76 13

La Fondation Jean-Jaurès organise, en collaboration avec l'ADS et la FEPS, un colloque :

« INDE ET EUROPE FACE AUX ECHECS DE LA MONDIALISATION »

Les relations entre l'Inde et l'Union européenne, leur place dans les processus de la mondialisation, méritaient un débat sur des préoccupations et des objectifs communs.

**Le 26 Novembre, de 9 h à 18 h,
à l'Assemblée nationale (salle du Groupe socialiste).**

Avec la participation des députés **Jean-Christophe Cambadélis**, **Christian Paul**, et des experts économiques et élus indiens du Parti du Congrès.

Important : pour pouvoir assister au colloque :

• S'inscrire avant le 25 novembre, dernier délai auprès d'Anne-Catherine Franck :

acfranck@jean-jaures.org - 01 40 23 24 35

• Se munir d'une pièce d'identité

Le MJS entre en résistance

Dans les pas du Conseil national de la Résistance, le Mouvement des jeunes socialistes (MJS) lance un cri d'alarme pour défendre les valeurs de liberté, de solidarité et de justice mises à mal par le gouvernement.



Plus qu'un appel, un cri d'alarme. Le Mouvement des jeunes socialistes (MJS) vient de lancer l'Appel en ligne des « Jeunes en Résistance » sur son site Internet⁽¹⁾. Objectif : dénoncer la remise en cause, par le gouvernement, des principes républicains dans lesquels les progressistes de tous bords se reconnaissent, « les attaques répétées contre les mécanismes de solidarité, le Code du travail, l'indépendance de la justice et des médias, les libertés publiques et le service public d'éducation », explique Laurianne Deniaud, secrétaire nationale du MJS. Laquelle invite les futurs signataires à se reconnaître dans le programme défini par le Conseil national de la Résistance (CNR), mis en place au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, dans la France libérée de l'occupation nazie. Transmission de témoin ? « Cette initiative est la réponse des jeunes à l'Appel que les Résistants avaient lancé dans notre direction en 2004, développe

Laurianne Deniaud. Nous partageons et défendons les valeurs de liberté, de solidarité et de justice qui émanent du programme du CNR ».

Débat public

Autant d'idéaux et de principes fondés sur l'indépendance de la presse, libérée des puissances politiques et de l'argent, l'instauration d'une démocratie économique et sociale digne de ce nom, le droit au travail et au repos pour tous, l'accès universel aux soins, ou bien encore la défense des retraites. « Tout ce que le gouvernement s'emploie aujourd'hui à démanteler, déplore Laurianne Deniaud. Il nous appartient donc de relever le défi, d'être en capacité de défendre nos principaux acquis sociaux et de proposer ce que pourrait être le programme du CNR du XXI^e siècle ».

« La sortie du film « Walter retour en Résistance », qui revient sur les acquis du CNR, nous offre l'opportunité de

lancer un débat public, poursuit-elle. Des diffusions seront organisées partout sur le territoire à compter du mois de janvier, avec l'ensemble des organisations signataires, appelées à définir les contours du programme ».

Cette démarche participative aboutira à la mise en œuvre d'un véritable projet de société, fondé sur l'attachement des signataires à la justice sociale, « seul rempart au racisme, à l'intolérance et à la guerre ». « Nous souhaitons ainsi créer des mécanismes de solidarité, inventer des espaces de démocraties, définir de nouveaux droits et libertés à tous âges de la vie », conclut la jeune socialiste.

Bruno Tranchant

(1) jeunesenresistance.org

Parmi les premiers signataires, retons en particulier, les Jeunes Radicaux de Gauche, Léo Lagrange, le Mouvement des Jeunes Socialistes, Jeunes Verts, l'Union Nationale Lycéenne, l'UNEF, Reso et les Jeunes Communistes.

Les socialistes et la question féministe

Quel a été le regard des socialistes de la première moitié du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle sur la question féminine ? Un entretien avec Denis Lefebvre, secrétaire général de l'OURS (Office universitaire de recherche socialiste) et historien du socialisme contemporain.



Des jugements contradictoires sont portés dans le mouvement socialiste sur la question féminine. Quelle est votre analyse de la situation ?

Parmi les ancêtres d'un premier féminisme français de caractère social, nous trouvons Henri de Saint-Simon, qui assure quelque temps seulement avant sa mort : « L'homme et la femme, voilà l'individu social ». Ses disciples vont plus loin encore. Il existe même un groupement des « prolétaires Saint-Simoniennes », qui publie, en 1832, un journal, *La Femme libre*. Ces femmes y opèrent un rapprochement, nouveau pour l'époque, entre émancipation du prolétariat et émancipation des femmes : « C'est en affranchissant les

femmes que l'on affranchira le travailleur », notent-elles. Mais il faut évoquer *a contrario* Pierre-Joseph Proudhon, qui écrit, en 1870, que la femme ne peut qu'être « courtisane ou ménagère - ménagère, dis-je, et non pas servante, je n'y vois pas de milieu ».

Les socialistes français de la fin du XIX^e siècle ne sont pas absents du débat. Pour Jules Guesde, par exemple, l'indépendance économique de la femme sera le seul facteur de sa liberté vraie. Il estime aussi qu'un aspect de l'oppression générale des prolétaires, qui ne sera réglée qu'après la « révolution » socialiste.

Comment les femmes réagissent-elles, s'impliquent-elles dans ce mouvement ?

Un exemple précis peut être pris avec l'instauration, en 1880, de l'enseignement féminin public. Cette loi constitue certes une avancée, mais, dans l'esprit du législateur, elle ne doit pas déboucher sur un travail. La féministe socialiste, Hubertine Auclert, est très sévère à ce propos, quand elle déclare en 1881 : « Aussi longtemps que les femmes ne pourront acquérir que le savoir qui ne s'utilise pas, elles ne vaudront rien par ce savoir, rien par elles-mêmes, elles ne vaudront que par l'argent qu'elles posséderont ». Cette question du travail est fondamentale. Au congrès socialiste

Suzon, ministre au féminin

Connue au début du siècle sous le pseudonyme de « Suzon », l'institutrice Suzanne Lacore (1875-1975) a milité très tôt dans les rangs socialistes, publiant de nombreuses brochures et d'innombrables articles. De son point de vue, l'esclavage du sexe est né de l'intérêt économique, et de lui seul. Dans le Parti, où les femmes doivent entrer nombreuses, écrit-elle, en octobre 1913, ce ne sera pas pour « batailler contre la toute puissance des barbes et des moustaches, mais pour combattre le régime capitaliste ». Elle ajoute, en 1914 : « Le jour où la domination masculine n'aura plus d'intérêt à tenir la femme en tutelle, cet esclavage de sexe se dissoudra de lui-même. Mais encore faut-il que les conditions de liberté et d'indépendance féminine voient le jour. Or, ces conditions ne peuvent surgir que d'un changement profond dans le mode de production et d'appropriation des richesses ». En 1936, après la victoire du Front populaire, Léon Blum l'appelle au gouvernement, comme sous-secrétaire d'État à la Protection de l'Enfance, une des trois premières femmes ministres en France. Puis, elle regagne volontairement l'anonymat, tout en publiant, jusqu'à la fin de sa vie, des articles et des brochures. Jusqu'au bout, elle a voulu éduquer et transmettre.

de 1878, Marie Finet se déclare convaincue que la femme doit travailler, même sans nécessité absolue, « pour être libre, pour être indépendante, pour être l'égale de l'homme ».

Ces femmes s'organisent-elles dans le mouvement socialiste ? Ont-elles une activité spécifique ?

Elles comprennent très tôt qu'elles ne peuvent compter que sur elles-mêmes, par un travail d'organisation, ou par des manifestations de caractère symbolique. Elles créent donc des journaux, des structures qui leur sont propres. C'est ainsi qu'est lancé, en juillet 1899, le Groupe féministe socialiste. Lequel publie, en 1901, la Femme socialiste, qui affirme : « Entre les hommes et les femmes de la classe prolétarienne, il ne peut y avoir d'antagonisme ». Mais cette structure ne rencontrera jamais un grand succès. Elle disparaît même en 1905, quand se constitue le parti unifié, la SFIO, sur la base exclusive des sections territoriales. Elle renaîtra en 1913, sans réel écho.

Force est finalement de constater que de nombreuses femmes qui s'affirment féministes et socialistes n'entrent pas dans le Parti, et s'investissent dans des mouvements extérieurs, qu'il s'agisse d'organisations « apolitiques »,

réputées bourgeoises, ou de la franc-maçonnerie. Il est vrai que, dans le mouvement socialiste, des décisions sont prises mais jamais suivies d'effet. En 1906, ses dirigeants s'engagent à déposer, dans les meilleurs délais, une proposition de loi sur le droit de vote des femmes : ce texte ne sera jamais rédigé. En 1907, les députés socialistes nomment une sous-commission sur les droits de la femme. Elle ne se réunira jamais.

Un intérêt plus que relatif, donc...

Rares, en effet, sont les socialistes qui s'intéressent vraiment à la question des femmes, au-delà des pétitions de principes : Jules Guesde, Jean Jaurès, Léon Blum. Leurs textes concernent cependant souvent des aspects relativement mineurs. Ainsi, Léon Blum, dans son ouvrage sur le mariage, évoque-t-il essentiellement la liberté sexuelle des jeunes filles. Celui qui suit le plus ces questions est sans doute Marcel Sembat à qui les femmes socialistes reprochent d'ailleurs de travailler beaucoup trop avec les féministes bourgeoises.

***Propos recueillis par
Bruno Tranchant***

Face aux menaces sur la démocratie locale

Tous les outils à votre disposition



LE KIT



L'AFFICHE



LE SITE INTERNET

Retrouvez tous ces éléments sur
www.parti-socialiste.fr/territoires